Juillet 1936 – Mars 1939 :

MARSEILLE, CAISSE DE RÉSONANCE DE LA GUERRE D'ESPAGNE

Par Sylvie Orsoni,
Historienne,
présidente du MUREL PACA

« Aidons-les ! En Espagne on se bat pour la liberté et la paix dans le monde. »

Rouge-Midi, 14 août 1936

La guerre civile qui déchire l'Espagne de juillet 1936 à mars 1939 provoque des actions de solidarité et de rejet d'une intensité rarement égalée. Le contexte politique propre à la cité phocéenne ne laisse place à aucune tiédeur. Marseille au grand dam de la droite et de l'extrême-droite devient une plaque tournante de l'aide aux Républicains et prend place dans la légende des Brigades internationales.

Aux élections municipales de 1935, le socialiste Henri Tasso bat la liste Ribot-Sabiani. Les législatives de mai-juin 1936 confirment l'essor des partis de gauche, en particulier du Parti Communiste (PCF) qui gagne deux sièges à Marseille avec l'élection de François Billoux et Jean Cristofol. Meetings et contre-meetings sont autant d'occasions d'affrontements entre militants des camps « *antifascistes* » et « *nationaux* ».

Marseille Matin, 5 septembre 1937. © DR



L'INTERVENTIONNISME CLANDESTIN A MARSEILLE

Le départ des volontaires français pour l'Espagne Rouge continue.

Un Français, prêt à partir, avait été nanti par le consul d'Espagne d'un sauf-conduit lui conférant la nationalité espagnole.

La délégation à Marseille de la Direction Générale de la Marine Marchande Espagnole et la Section Marseillaise du Parti Communiste sont intervenues pour faciliter son recrutement.

Photographie du titulaire et, le cas échéant, photographies des enfants qui l'accompagnent.

Signature du titulaire

L'ATTESTATION DU PARTI COMMUNISTE

Simon Sabiani, qui ne cache plus son admiration pour le Parti Populaire Français (PPF) et autres partis fascisants de Marcel Déat et Jacques Doriot, multiplie les attaques contre les « *rouges* » à travers ses quotidiens *Marseille-Matin* et son supplément vespéral *Marseille-Soir*, et surtout ses « *phalanges prolétariennes* », en réalité des hommes de main liés aux gangsters Carbone et Spirito. La droite marseillaise modérée, auparavant réticente devant les outrances de Sabiani, en apprécie maintenant les services lorsqu'il faut briser les grèves et protéger ses journaux comme *Le Petit Marseillais*. Elle se rassemble dans une union sacrée contre le Front populaire assimilé au communisme. Le 14 juillet 1936, 80 000 personnes défilent derrière des drapeaux rouges, 50 000 se rangent derrière les drapeaux tricolores et les protagonistes s'affrontent violemment sur la Canebière.

Dans ce contexte électrique, l'on apprend le 18 juillet que des généraux espagnols se sont soulevés contre le gouvernement de Front populaire élu en février. « *Les événements d'Espagne préoccupent l'opinion publique qui les commente abondamment, suivant les comptes-rendus des journaux de diverses nuances politiques* », déclare le chef de la police spéciale de Marseille dans son rapport au préfet du 24 juillet. Le conflit espagnol occupe la « une » des journaux pour de longs mois. *Petit Marseillais* contre

Petit Provençal, *Rouge-Midi* contre *Marseille-Matin*, les titres et les articles ne s'embarrassent pas de nuances et témoignent d'une compassion très sélective. Le chef de la police spéciale interprète l'intérêt particulier des Marseillais pour l'évolution du conflit : « *Les événements de Barcelone… ont fait une grande impression sur la population marseillaise, car la ville de Marseille est comme celle de Barcelone, c'est-à-dire fréquentée par un nombre considérable d'étrangers dont certains éléments ne demanderaient pas mieux que des troubles du même genre surgissent pour se livrer à des pillages* ». Au-delà du commentaire xénophobe, une réalité : Marseille a des relations maritimes de longue date avec les ports ibériques et devient rapidement une plaque tournante de l'aide à la République espagnole.

Marseille au cœur de la solidarité internationale

Le 15 août, *Le Midi syndicaliste*, organe de l'Union départementale de la CGT (UDCGT) lance une souscription en faveur des « *héroïques et vaillants antifascistes d'Espagne* ».



LE MIDI SYNDICALISTE

Organe de l'Union Départementale des Syndicats des Bouches-du-Rhône

AIDER LE PEUPLE ESPAGNOL

ÉTUDES SOCIALES

Caractère International du Fascisme

Appel de l'U. D. en faveur de l'Espagne

QUELQUES SUGGESTIONS

UNE MANIFESTATION DE SYMPATHIE

c'est consolider la Paix Mondiale!

Le Midi syndicaliste, 15 août 1936. © DR

Deux jours plus tard, l'UDCGT, qui est depuis janvier 1936 dominée par la tendance communiste, constitue un comité de défense de la République espagnole. Le PCF s'impose dans l'organisation de la solidarité avec la République espagnole, alors que les socialistes et les radicaux tout en participant aux actions sont entravés par la décision du gouvernement Blum de maintenir une stricte neutralité. Charles Nédelec, secrétaire de l'UDCGT, les nouveaux députés François Billoux et Jean Cristofol, Agnès Dumay, surnommée *la Pasionaria marseillaise*, et Mireille Dumont, toutes deux responsables du Comité mondial des femmes contre la guerre et le fascisme (CMF) sont les chevilles ouvrières de l'aide officielle et clandestine au camp républicain.

D'août à décembre 1936, pas un mois sans un ou plusieurs meetings qui voient se succéder à la tribune les représentants de tous les partis du Rassemblement populaire et des organisations qui lui sont liées. Les collectes militantes permettent, dès le 31 août, de faire partir un premier convoi de trois camions chargés de vivres et de matériel sanitaire. Un rituel se met en place : avant le départ, un meeting de solidarité pouvant rassembler plusieurs milliers de personnes est organisé, souvent au Racati, les camions pavoisés de drapeaux rouges, de drapeaux aux couleurs espagnoles et françaises démarrent au chant de *L'Internationale*, de *La Carmagnole*, de *La Jeune Garde* et de *La Marseillaise*. Tout au long du conflit des caravanes semblables quittent Marseille pour Perpignan et le Perthus.

Le port est aussi un des maillons essentiels de l'aide. Les dockers sont particulièrement mobilisés. Ils chargent gratuitement les bateaux humanitaires destinés au camp républicain, mais mettent l'embargo sur des cargaisons soupçonnées de ravitailler les franquistes. Chaque départ est salué par une foule nombreuse. Le 11 octobre, le paquebot « Cabo-Palos », au mât duquel flottent drapeau rouge et drapeau noir et rouge des anarchistes, quitte Marseille à destination d'Alicante avec à son bord une délégation composée entre autres de Charles Nédelec et Agnès Dumay. En 1937, s'ajoutent des projections de films célébrant les réalisations de la République et montrant les souffrances des populations civiles. Elles rassemblent des centaines de personnes à l'Opéra municipal et à l'Alcazar.

Les volontaires de la Liberté

Le 15 mai 1938, dans une lettre adressée à ses camarades du Bâtiment, l'ouvrier marseillais Émile Boursier, commandant du bataillon *André Marty* au sein de la 14e Brigade internationale *La Marseillaise* résume ce qui pousse des dizaines de milliers de volontaires de toute l'Europe à

combattre aux côtés des forces républicaines : « *C'est un commandant de bataillon qui vous parle, un ouvrier du bâtiment… un volontaire avec sa foi dans la Liberté… Je suis entouré de très bons camarades espagnols, belges, français, venus comme moi d'un peu partout tous conscients de la mission qu'ils venaient accomplir… Nous serons toujours là, prêts à donner l'assaut final qui délivrera à jamais les classes laborieuses du fascisme assassin.* »

Certains rejoignent les milices socialistes, trotskystes ou anarchistes, d'autres, plus nombreux les brigades internationales créées en septembre 1936 par le Komintern. Le PCF est chargé de monter les filières qui permettent aux volontaires de rallier le camp républicain dans une discrétion très relative en traversant la frontière pyrénéenne ou en s'embarquant de Marseille. François Billoux et Jean Cristofol supervisent les départs. En théorie une telle activité est interdite par le gouvernement français depuis le 21 août 1936. En réalité, personne n'est dupe. Ainsi le 10 octobre 1936, le paquebot « Ciudad de Barcelona », emmène 637 passagers vers Alicante et Albacete, la base des Brigades internationales.

Le commissaire spécial ne se fait pas d'illusion sur l'objectif du voyage : « *Il ne fait aucun doute que la majorité de ces individus sont des engagés volontaires… pour être enrégimentés dans les milices gouvernementales. Bien que désignés sous la qualité d' Espagnols, la plus grande partie d'entre eux sont des Français, des Italiens, des Polonais, etc.* ». Plusieurs milliers s'embarqueront de Marseille comme Émile Boursier et Charles Nédelec. Le voyage n'est pas sans danger : le « Ciudad de Barcelona » est coulé par un sous-marin italien en mai 1937. Sur les 300 passagers, 130 seulement survivent.

Le 24 octobre 1937, un meeting réunit le socialiste italien Pietro Nenni, commandant de la Brigade internationale *Garibaldi*, François Billoux, tous deux de retour d'Espagne, Charles Nédelec et Mireille Dumont pour informer sur la situation espagnole et susciter des dons en faveur des familles des volontaires. Car les pertes sont lourdes : près de la moitié des 35 à 40 000 engagés rejoignent dans les fosses communes les victimes espagnoles. En décembre 1938, les obsèques du brigadiste marseillais Marcel Ardillo, et surtout celles d'Agnès Dumay, tuée à Madrid par un bombardement franquiste alors qu'elle assistait au Congrès international de solidarité, sont suivies par des milliers de Marseillais.

Des armes pour l'Espagne

Plus discrètement que les combattants, les armes aussi transitent par Marseille. En avril 1937, Giulio Ceretti, alias Pierre Allard pour ses activités au sein du PCF, crée la compagnie maritime France-Navigation pour ravitailler le gouvernement espagnol en armes. Le directeur est le jeune Georges Gosnat et la direction technique confiée à Auguste Dumay, mari d'Agnès, militant communiste de la première heure. En apparence, la compagnie est juridiquement inattaquable. En réalité, toutes les ruses sont bonnes pour contourner l'embargo lié à la non-intervention française : changer de pavillon, modifier l'apparence du bateau en cours de route pour tromper les sous-marins italiens renseignés par les agents franquistes en place à Marseille. En deux ans, France-Navigation réalise 227 voyages avec 22 navires.

Cette aide au gouvernement républicain est violemment dénoncée par la presse conservatrice. En 1938, le PPF de Simon Sabiani dénonce pêle-mêle le capitalisme juif qui s'enrichit du trafic d'armes avec la République espagnole, l'incapacité gouvernementale à contrôler les frontières et le droit d'asile accordé aux réfugiés espagnols vivant aux crochets des Français. Aux campagnes de presse s'ajoutent les lettres anonymes adressées à la police qui entraînent des perquisitions infructueuses. Les agents franquistes coopèrent avec les hommes de main de Sabiani qui surveillent et au besoin détruisent les cargaisons en partance pour le camp républicain, mais se gardent bien d'entraver le trafic d'armes auquel se livrent Carbone et Spirito pour les franquistes. Le 30 décembre 1936 une explosion détruit une camionnette en attente de chargement sur le « Ciudad de Barcelona ». *Rouge-Midi* dénonce « *Messieurs les fascistes français* ». L'enquête de police, tout en notant le professionnalisme des poseurs de bombe, reste infructueuse.

Lorsqu'au premier trimestre de 1939 commence l'exode des populations républicaines, la IIIe République finissante a cédé aux campagnes xénophobes et antisémites. Marseille ne reçoit qu'une infime part des réfugiés qui, dans le plus grand dénuement, passent la frontière pyrénéenne. Le traitement qui leur est réservé est révélateur de la politique gouvernementale. Sur les paquebots « Patria » et « Providence », deux navires-hôpitaux amarrés dans le port, les deux mille miliciens blessés sont davantage traités en prisonniers qu'en réfugiés bénéficiant du droit d'asile, avant d'être transférés au camp d'Argelès totalement improvisé sur la plage. Tandis que Simon Sabiani et *Le Petit Marseillais* iront jusqu'au bout de la dérive collaborationniste, le soutien à l'Espagne républicaine aura créé des solidarités inoubliables. Anciens brigadistes, français ou étrangers, Espagnols se retrouveront dans les combats de la Résistance et de la France libre.